

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 13 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE

249 avenue du Président Wilson
93 210 Saint-Denis

Références : E/23-0876
Code AIOT : 0006501791

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2023 dans l'établissement VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE implanté 24/26 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77 290 Mitry-Mory. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE
- 24/26 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77 290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501791
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage et de préparation/retour des commandes, disposant d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 09 DAIDD 11C 059 du 25 février 2009 (qui s'est substitué à l'arrêté préfectoral d'autorisation N°93 DAE 2 IG 174 du 7 octobre 1993.) au titre de la rubrique 1510 (entrepôts couverts) de la nomenclature des ICPE. Ce site est également concernée par deux rubriques à déclaration au titre de la nomenclature des installations classées, la rubrique 2910 (combustion) et la rubrique 2925 (Charge d'accumulateurs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite de recensement des établissements #action 100m SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement et organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 8.1.4.3	/	Sans objet
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 7.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été effectuée dans le cadre de l'action nationale de recensement des établissements situés dans un rayon de 100m autour des sites classés SEVESO.

Les activités exercées sur site ne sont pas susceptibles d'engendrer des effets dominos sur le site SEVESO voisin. L'exploitant n'a pas de stockage à l'extérieur de l'entrepôt et celui-ci n'est pas à proximité immédiate des limites de propriété.

L'exploitant a présenté tous les documents demandés durant la visite et l'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformités. L'état des stocks est tenu à jour et conforme à la situation administrative déclarée par l'exploitant, les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés et maintenus en bon état de fonctionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement et organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 8.1.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stock
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés. Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts. Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m ² à l'exception des îlots de palettes d'eau minérale en bouteilles où 1000 m ² est acceptable ; 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; 4°) espaces entre blocs et parois : 0,80 mètre ; 5°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage. Cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe. Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°), 3°) et 4°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. Ce sont les règles de conformité relatives au système d'extinction automatique qui s'imposent alors. La disposition 5°) est applicable dans tous les cas. La hauteur de stockage des aérosols est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. De plus, les aérosols (mélange liquides inflammables/gaz inflammable liquéfiés), seuls matières dangereuses autorisées dans l'entrepôt, doivent être stockés dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez de chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et doivent faire l'objet d'aménagements spécifiques destinés à adapter les moyens de prévention et de protection aux risques liés aux aérosols.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un état des stocks en temps réel, classé par rubrique ICPE. Cet état des stocks est consultable par l'exploitant à distance via un outil informatisé mise en place pendant l'année 2022, il est donc à tout moment accessible et il est possible de le transmettre aux services de secours et d'incendie. Les quantités des matières stockées et les conditions de stockage observées dans l'entrepôt le jour de la visite sont en conformité avec les dispositions de l'arrêté d'autorisation au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur le registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de vérification pour: <ul style="list-style-type: none">- le désenfumage, réalisé par la société DESAUTEL en date du 25/03/2022;- les extincteurs, réalisé par la société DESAUTEL en date du 10/02/2022;- les portes coupe-feu, réalisé par la société DESAUTEL en date du 25/03/2022 et indiquant 4 remarques, levées depuis et un nouveau rapport en date du 14/10/2022 a été établi. L'exploitant a également présenté un tableau de suivi interne de toutes les vérifications effectuées pour son établissement avec un code couleur correspondant au pourcentage de levé des éventuelles remarques ou non-conformités qu'il doit corriger. Cette procédure lui permet d'avoir un suivi constant sur l'état des ses installations et de pouvoir répondre rapidement à la levée des réserves par des actions correctives.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

